
01002213010950016



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ — Αρ. Φύλλου **221**

30 Οκτωβρίου 1995

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2347

Αναγνώριση του Κέντρου των Περιφερειών της Ευρωπαϊκής Μεσογείου για το Περιβάλλον (ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.) και άλλες διατάξεις.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Αναγνωρίζεται το "Κέντρο των Περιφερειών της Ευρωπαϊκής Μεσογείου για το Περιβάλλον (ΚΕ.Π.Ε. ΜΕ.Π)", που ιδρύθηκε στη Μασσαλία στις 10 Μαρτίου 1995 στο πλαίσιο της VIης Συνόδου της Διαμεσογειακής Επιτροπής της Διάσκεψης των Περιφερειακών Παραθαλλάσιων Περιοχών της Ευρωπαϊκής Ένωσης, που εδρεύει στην Αθήνα, του οποίου το Καταστατικό, όπως αναθεωρήθηκε στην έκτακτη σύνοδο της καταστατικής γενικής συνέλευσής του στη Βαρκελώνη στις 7 Ιουνίου 1995, σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

STATUTS DU CENTRE DES REGIONS EUROMEDITERRANEENNES POUR L'ENVIRONNEMENT

(CREE)

PREAMBULE

L'Union Européenne a marqué sa volonté d'agir dans la perspective du développement durable, tel qu'il a été défini au Sommet de la Planète de Rio de Janeiro.

Dans cette démarche, la qualité de l'environnement est une préoccupation majeure des Régions Méditerranéennes d'Espagne, de France, de Grèce, d'Italie et du Portugal.

Ces Régions, constatant que l'espace méditerranéen connaît des problèmes environnementaux spécifiques, ont décidé de créer un organisme spécialisé, appelé "Centre des Régions Euroméditerranéennes pour l'Environnement (CREE)".

Le CREE est régi par les présents statuts.

TITRE I : OBJET DU CREE

ARTICLE 1 :

Le CREE est un réseau commun aux Régions Méditerranéennes de l'Union Européenne. Il apporte, à chacune d'entre elles, sur l'environnement méditerranéen,

-un moyen d'échanges d'informations et d'expériences,

-un moyen de monter des projets en commun et de les financer,

-des informations sur les politiques, les législations et les sources de financement nationales, communautaires et internationales, et des moyens d'émettre des propositions,

-l'accès à une information de type documentaire sur les bases de données bibliographiques et statistiques et sur les banques d'images.

ARTICLE 2 :

Le CREE est un outil commun aux Régions Méditerranéennes de l'Union Européenne.

-pour concevoir les grandes lignes d'un axe politique euroméditerranéen de l'environnement dans le cadre de l'Union Européenne, et conformément aux orientations du Plan d'Action pour la Méditerranée.

-pour l'échange et la coopération entre les Européens riverains de la Méditerranée et les riverains de l'Adriatique et de la façade Sud de la Méditerranée.

ARTICLE 3 :

Le CREE est un cadre d'actions communes,

- avec les autres collectivités territoriales des Régions Euroméditerranéennes (Provinces, Départements, Villes...),
- avec les établissements scientifiques, universitaires et techniques, les centres de recherche et observatoires compétents en matière d'environnement et principalement ceux qui sont établis dans les Régions Euroméditerranéennes.
- avec les établissements publics compétents dans le domaine de l'environnement et principalement ceux qui sont établis dans les Régions Euroméditerranéennes.

ARTICLE 4 :

Le CREE est un cadre de coopérations étroite,

- avec les institutions de l'Union Européenne, ainsi que son Comité des Régions.
- avec le Congrés des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe.
- avec les organismes interrégionaux de l'Union Européenne, en particulier la Conférence des Régions Périphériques Maritimes et tout spécialement sa Commission Interméditerranéenne, et l'Assemblée des Régions d'Europe.
- avec les organismes internationaux présents en Méditerranée, tels que le Plan des Nations Unies pour la Méditerranée.

TITRE II : MEMBRES DU CREE

ARTICLE 5 :

Toutes les Régions Méditerranéennes des pays de l'Union Européenne peuvent être membres de droit du CREE.

Pour cela, elles doivent en faire la demande au Président qui la soumet à l'Assemblée Générale. Elles doivent s'engager à respecter les présents statuts, le règlement intérieur et verser leur cotisation annuelle.

ARTICLE 6 :

Peuvent être **membres associés** du CREE : les collectivités territoriales infra régionales (si les Régions sur le territoire desquelles se situent ces collectivités en font la demande), les universités, les centres de recherche, les agences techniques, les Organisations Non Gouvernementales localisées dans les Régions de l'Union Européenne riveraines de la Méditerranée.

Peuvent être aussi **membres associés** : les collectivités territoriales, les universités, les centres de recherche, les agences techniques, les Organisations Non Gouvernementales originaires des pays riverains de l'Adriatique et de la façade Sud de la Méditerranée.

Pour être membres associés, les organismes doivent en faire la demande au Président qui la soumet, pour acceptation, à **l'Assemblée Générale.**

ARTICLE 7:

Seuls les membres de droit sont présents dans les instances de pilotage du CREE (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Président).

TITRE III : FONCTIONNEMENT DU CREE

ARTICLE 8 :

L'objectif étant de susciter l'action commune, la structure doit être légère et permettre la prise en charge directe des opérations par les membres eux-mêmes.

Les organes principaux du CREE sont : **le Président, le Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, la Réunion Plénière et les Commissions de Travail.**

Les organes d'exécution sont : le Directeur Général, le Bureau de Coopération et d'Information et le Secrétariat Général.

Les organes d'exécution assurent la bonne marche générale du CREE, le suivi et l'animation des diverses actions.

Chaque action a sa physionomie propre à travers les Commissions de Travail : nombre variable de membres, définition de ses objectifs et de ses modes d'intervention.

ARTICLE 9 :

La Réunion Plénière réunit les membres de droit et les membres associés du CREE.

C'est le lieu d'information réciproque, d'information sur le CREE et un lieu pour émettre des propositions d'actions futures. La Réunion Plénière se déroule, au moins une fois par an, à Athènes ou, éventuellement, dans une Région membre sur décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 10 :

L'Assemblée Générale réunit les membres de droit du CREE. Elle fixe la politique générale du CREE. Elle en vote le budget annuel. Elle crée les Commissions de travail, elle en entend les comptes rendus d'activités.

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an, en principe à Athènes, ou dans une des Régions membres du CREE, sur décision de la précédente Assemblée Générale.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

ARTICLE 11 :

Le Conseil d'Administration est composé du Président du CREE et de treize Régions membres de droit, trois pour l'Espagne, trois pour la France, trois pour la Grèce, trois pour l'Italie, une pour le Portugal. Chacune des treize Régions membres de droit est désignée au Conseil d'Administration pour trois ans par l'ensemble des Régions de son pays, membres du CREE.

Le Conseil d'Administration prépare et exécute les décisions de l'Assemblée Générale. Il en fixe l'ordre du jour et en désigne les rapporteurs.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins trois fois par an, en principe à Athènes, ou dans une des Régions membre du CREE, sur décision de la réunion précédente du Conseil d'Administration.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, le Président bénéficiant d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix.

Les membres du Conseil d'Administration ont la possibilité d'assister à l'ensemble des réunions des Commissions de Travail.

Le Conseil d'Administration peut désigner plusieurs de ses membres pour l'accomplissement de certaines de ses missions et pour assister le Président dans l'exercice de son mandat. Le réglement intérieur définira les modalités de cette organisation interne du Conseil d'Administration

ARTICLE 12 :

Le Président est une personne élue pour trois ans par l'Assemblée Générale, parmi les candidats représentants politiques des Régions membres du CREE.

Le Président assure la marche quotidienne du CREE, il le représente dans toutes les manifestations.

Le Président préside la Réunion Plénière, l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration. Il fixe l'ordre du jour des réunions du Conseil d'Administration.

Le Président dirige les collaborateurs salariés du CREE.

ARTICLE 13 :

Les Commissions de Travail sont composées de membres de droit. Les membres associés peuvent être invités à en faire partie par le Président de la Commission, après accord du Conseil d'Administration.

Elles sont présidées ou coprésidées par un membre de droit du CREE.

Les Commissions de Travail comprennent, au moins, trois membres de droit, provenant de trois pays euroméditerranéens différents

La date et le lieu des réunions des Commissions de Travail ainsi que l'ordre du jour de ces réunions sont fixés par les Commissions elles-mêmes qui doivent en informer le Conseil d'Administration et le Bureau de Coopération et d'Information.

Les Commissions de Travail tiennent régulièrement informés le Conseil d'Administration et le Bureau de Coopération et d'Information de leurs activités.

Les Commissions de Travail prennent en charge soit un aspect de politique générale, soit un programme d'actions dans un domaine précis.

TITRE IV : IMPLANTATION DU CREE

ARTICLE 14 :

Le Siège du CREE est à Athènes, où en outre, s'installe le Directeur Général.

Au siège du CREE, se situe également le Bureau de Coopération et d'Information.

Le Bureau de Coopération et d'Information, organe administratif :

-est chargé d'organiser les réunions des instances du CREE (Réunion Plénière, Assemblée Générale, Conseil d'Administration),

-est chargé de l'enregistrement et de la diffusion de l'information pour la création d'une banque de données sur les actions environnementales en cours et sur les résultats scientifiques,

-est chargé de veiller au fonctionnement d'un Observatoire Méditerranéen pour l'Aménagement des Ressources Naturelles au niveau transfrontalier, que le CREE créera,

-est chargé de la diffusion de l'information environnementale en direction des instances du CREE, de tous les membres du CREE, et du public méditerranéen en général, à travers toutes les méthodes nécessaires (expositions, publications, colloques, conférences, séminaires, etc...),

-est chargé de toutes les missions administratives qui peuvent lui être confiées par le Président et le Conseil d'Administration, en particulier dans le domaine des relations internationales.

ARTICLE 15 :

Le Secrétariat Général du CREE est à Montpellier.

Il apporte tout le concours nécessaire au Président, au Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Bureau de Coopération et d'Information.

Il est plus spécialement chargé d'impulser et d'animer les diverses Commissions de Travail thématiques. Dans ce cadre, il organise la coordination nécessaire avec les établissements scientifiques.

TITRE V : COLLABORATEURS DU CREE

ARTICLE 16 :

Les collaborateurs salariés du CREE sont localisés au Siège ou au Secrétariat Général du CREE.

Le Directeur Général du CREE, est désigné par le Président après avis favorable du Conseil d'Administration. Il peut être mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions. Le recrutement du Directeur Général se fait par un contrat de trois ans signé par le Président.

Principal collaborateur du Président, il est installé à Athènes et dirige l'ensemble des services administratifs permanents du CREE.

Les autres collaborateurs salariés du CREE sont désignés par le Président, après accord du Conseil d'Administration et sur proposition du Directeur Général. Aussi, le Directeur Général doit solliciter l'accord des Régions membres de droit du CREE d'où proviennent ces colloborateurs.

Parmi les autres collaborateurs salariés, peuvent être créées au Secrétariat Général, les fonctions de Secrétaire Général et de Délégué Scientifique.

Les collaborateurs permanents du CREE sont pris en charge financièrement par le CREE. Ils peuvent aussi, particulièrement dans la phase de démarrage, être mis à disposition du CREE par leurs Régions.

TITRE VI : RESSOURCES FINANCIERES DU CREE

ARTICLE 17 :

Pour ses dépenses annuelles de fonctionnement, le CREE reçoit une cotisation annuelle versée par chaque membre de droit.

Cette cotisation est fixée annuellement par l'Assemblée Générale au moment du vote du budget du CREE.

Dans sa phase de démarrage, le CREE reçoit une contribution financière de l'Union Européenne dans le cadre du Programme MEDPLUS.

Le CREE peut recevoir des contributions financières en provenance d'Etats, de l'Union Européenne ou d'organismes nationaux et internationaux. Il peut recevoir des dons, (selon des dispositions arrêtées par le règlement intérieur).

Le Président du CREE est ordonnateur des dépenses. Il rend compte de la gestion financière devant le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale.

Renvoi au règlement intérieur.

TITRE VII : COOPERATION

ARTICLE 18 :

Le CREE passe des conventions avec des organismes publics ou privés, régionaux, nationaux ou internationaux, chaque fois que cela est utile à la poursuite de son objet.

Le Président signe les conventions après accord du Conseil d'Administration.

TITRE VIII : LANGUES UTILISEES PAR LE CREE

ARTICLE 19 :

Les langues officielles et de travail du CREE sont l'espagnol, le français, le grec, l'italien et le portugais.

TITRE IX : REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 20 :

Un règlement intérieur organisera le fonctionnement de l'ensemble des instances du CREE. Il sera préparé par le Président et le Conseil d'Administration et soumis à approbation de l'Assemblée Générale. Il peut être modifié selon la même procédure.

TITRE X : REVISION DES STATUTS

ARTICLE 21 :

Les présents statuts, arrêtés à l'unanimité par l'Assemblée Générale constitutive du 10 Mars 1995, qui s'est tenue à Marseille dans le cadre de la VIe Session de la Commission Intermediterranéenne de la CRPM, ont été révisés et adoptés à l'unanimité par l'Assemblée Générale convoquée en session extraordinaire à cet effet, le 7 Juin 1995 à Barcelone.

Ils peuvent être révisés par une Assemblée Générale convoquée en session extraordinaire.

LES REGIONS

POUR L'ESPAGNE

- ANDALUCIA	Manuel CHAVES GONZALEZ
- BALEARES	Gabriel CANELLAS FONS
- CATALUNYA	Jordi PUJOL I SOLEY
- MURCIA	Ramon Luis VALCARCEL SISO
- VALENCIA	Eduardo ZAPLANA

POUR LA FRANCE

- CORSE	Jean-Paul DE ROCCA SERRA
- LANGUEDOC-ROUSSILLON	Jacques BLANC
- PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR	Jean-Claude GAUDIN

POUR LA GRECE

- MACEDOINE ORIENTALE-THRACE	Dimitrios PAPAVASSILIOU
- MACEDOINE CENTRALE	TSIMAS
- MACEDOINE OCCIDENTALE	Athanassios SIATRAS
- THESSALIE	Georgios MOUTSOPOULOS
- EPIRE	Stylianos TSITSIMELIS
- ILES IONIENNES	Georgios RAFTOPOULOS
- GRECE OCCIDENTALE	Vassiliki MOSSIALOU
- GRECE CONTINENTALE	Panayiotis VASSILIOU
- ATTIQUE	Nicolaos MICHALOPOULOS
- PELOPONNESE	Nicolaos PANTAZIS
- EGEE DU NORD	Athanassios YIAKALIS
- EGEE DU SUD	Nicolaos SARANTIS
- CRETE	Stavros KAMPELIS

POUR L'ITALIE

- ABRUZZO	Antonio FALCONIO
- CALABRIA	Giuseppe Domenico NISTICO
- EMILIA-ROMAGNA	Pier Luigi BERSANI
- LIGURIA	Giancarlo MORI
- MARCHE	Vito D'AMBROSIO
- SARDEGNA	Federico PALOMBA
- SICILIA	Matteo GRAZIANO
- TOSCANA	Vannino CHITI
- FRIULI-VENEZIA-GIULIA	Alessandra GUERRA

POUR LE PORTUGAL

- ALGARVE	Eng. David ASSOREIRA

ΚΕΝΤΡΟ ΤΩΝ ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΩΝ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΜΕΣΟΓΕΙΟΥ ΓΙΑ ΤΟ ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝ (ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.)

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Η Ευρωπαϊκή Ένωση εκδήλωσε την πρόθεσή της να δραστηριοποιηθεί με προοπτική τη διαρκή ανάπτυξη, όπως ακριβώς διατυπώθηκε στη Σύσκεψη Κορυφής του Πλανήτη στο Ρίο ντε Τζανέιρο.

Στην προσπάθεια αυτή, η ποιότητα του περιβάλλοντος αποτελεί θέμα υψίστης ανησυχίας για τις Μεσογειακές Περιφέρειες της Ισπανίας, της Γαλλίας, της Ελλάδας, της Ιταλίας και της Πορτογαλίας.

Οι Περιφέρειες αυτές, διαπιστώνοντας ότι ο μεσογειακός χώρος γνωρίζει ιδιαίτερα περιβαλλοντικά προβλήματα, αποφάσισαν να δημιουργήσουν έναν εξειδικευμένο οργανισμό με τίτλο: "Κέντρο των Περιφερειών της Ευρωπαϊκής Μεσογείου για το Περιβάλλον (ΚΕ.Π.Ε. ΜΕ.Π)"

Το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. διέπεται από το παρόν καταστατικό.

ΤΙΤΛΟΣ Ι
ΑΝΤΙΚΕΙΜΕΝΟ ΤΟΥ ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.

Άρθρο 1

Το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι ένα κοινό δίκτυο των Μεσογειακών Περιφερειών της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Προσφέρει, ως προς το μεσογειακό περιβάλλον, στην καθεμία Περιφέρεια:

- ένα μέσο ανταλλαγής πληροφόρησης και εμπειριών,
- ένα μέσο δημιουργίας κοινών σχεδίων και χρηματοδότησής τους,
- πληροφόρηση σχετικά με τις πολιτικές, τις νομοθεσίες και τις πηγές εθνικών, κοινοτικών και διεθνών χρηματοδοτήσεων,
- πρόσβαση σε μία πληροφορία τεκμηρίωσης με βάσεις βιβλιογραφικών και στατιστικών δεδομένων και τράπεζες εικόνων.

Άρθρο 2

Το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι ένα κοινό εργαλείο των Μεσογειακών Περιφερειών της Ευρωπαϊκής Ένωσης:

- για να συλλάβουν τις μεγάλες γραμμές ενός ευρωμεσογειακού πολιτικού άξονα για το περιβάλλον, στα πλαίσια της Ευρωπαϊκής Ένωσης και σύμφωνα με τις κατευθύνσεις του Σχεδίου Δράσης για τη Μεσόγειο,
- για την ανταλλαγή και τη συνεργασία μεταξύ των Ευρωπαίων παράκτιων της Μεσογείου και των παράκτιων (πληθυσμών) της Αδριατικής και της νότιας πρόσοψης της Μεσογείου.

Άρθρο 3

Το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι ένα πλαίσιο κοινών δράσεων:

- με τους άλλους Ο.Τ.Α. των Ευρωμεσογειακών Περιφερειών (Νομούς, Επαρχίες, Δήμους...),
- με τα επιστημονικά ιδρύματα, πανεπιστημιακά και τεχνικά, τα ερευνητικά κέντρα και παρατηρητήρια, αρμόδια σε θέματα περιβάλλοντος, και κύρια με εκείνα που είναι εγκατεστημένα στις Ευρωμεσογειακές Περιφέρειες,
- με τους δημόσιους οργανισμούς, αρμόδιους στον τομέα του περιβάλλοντος, και κύρια με εκείνους που είναι εγκατεστημένοι στις Ευρωμεσογειακές Περιφέρειες.

Άρθρο 4

Το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι ένα πλαίσιο στενής συνεργασίας:

- με τους θεσμούς της Ευρωπαϊκής Ένωσης, όπως επίσης με την Επιτροπή των Περιφερειών της,
- με τη Διάσκεψη των Τοπικών και Περιφερειακών Αρχών του Συμβουλίου της Ευρώπης,
- με τους διαπεριφερειακούς θεσμούς της Ευρωπαϊκής Ένωσης, ιδιαίτερα με τη "Διάσκεψη των Περιφερειακών Παραθαλάσσιων Περιοχών (Περιφερειών)" (C.R.P.M.) και ειδικότερα τη "Διαμεσογειακή Επιτροπή" (C.I.) της και τη "Συνέλευση των Περιφερειών της Ευρώπης" (Α.R.E.),
- με τους διεθνείς οργανισμούς που είναι παρόντες στην Μεσόγειο, όπως το Σχέδιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Μεσόγειο.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ
ΜΕΛΗ ΤΟΥ ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.

Άρθρο 5

Όλες οι Μεσογειακές Περιφέρειες των χωρών της Ευρωπαϊκής Ένωσης μπορούν να είναι πλήρη μέλη του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Οφείλουν να υποβάλουν αίτηση στον Πρόεδρο, ο οποίος στη συνέχεια την υποβάλει στη Γενική Συνέλευση.

Δεσμεύονται να αποδεχθούν το παρόν καταστατικό, τον εσωτερικό κανονισμό και να πληρώνουν την ετήσια συνδρομή τους.

Άρθρο 6

Μπορούν να είναι συνδεδεμένα μέλη του ΚΕ.Π.Ε. ΜΕ.Π.: οι εγχώριοι υποπεριφερειακοί Ο.Τ.Α. (εάν το ζητήσουν οι Περιφέρειες στων οποίων το έδαφος βρίσκονται αυτοί οι Ο.Τ.Α.), τα πανεπιστήμια, τα κέντρα ερευνών, οι τεχνικοί οργανισμοί, οι μη κυβερνητικοί οργανισμοί που εδρεύουν μέσα στις Παράκτιες Περιφέρειες της Ευρωπαϊκής Ένωσης στη Μεσόγειο.

Μπορούν, επίσης, να είναι συνδεδεμένα μέλη: οι Ο.Τ.Α., τα πανεπιστήμια, τα κέντρα ερευνών, οι τεχνικοί οργανισμοί, οι μη κυβερνητικοί οργανισμοί που κατάγονται από τις παράκτιες χώρες της Αδριατικής και της νότιας πρόσοψης της Μεσογείου.

Για να γίνουν συνδεδεμένα μέλη, οι οργανισμοί οφείλουν να υποβάλουν αίτηση στον Πρόεδρο για να την υποβάλει στην έγκριση της Γενικής Συνέλευσης.

Άρθρο 7

Μόνο τα πλήρη μέλη είναι παρόντα στα όργανα διοίκησης του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. (Γενική Συνέλευση, Διοικητικό Συμβούλιο, Πρόεδρος).

ΤΙΤΛΟΣ III
ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΑ ΤΟΥ ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.

Άρθρο 8

Θέτοντας σαν στόχο την ανάδειξη της κοινής δράσης, η δομή πρέπει να είναι ευέλικτη και να επιτρέπει την άμεση ανάληψη δράσεων από τα ίδια τα μέλη.

Τα κύρια όργανα του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι: το Διοικητικό Συμβούλιο, ο Πρόεδρος, η Γενική Συνέλευση, η Συνέλευση Ολομέλειας και οι Επιτροπές Εργασίας.

Τα εκτελεστικά όργανα είναι: ο Γενικός Διευθυντής, το Γραφείο Συνεργασίας και Τεκμηρίωσης και η Γενική Γραμματεία.

Τα εκτελεστικά όργανα εξασφαλίζουν την, σε γενικό επίπεδο, καλή λειτουργία του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π., την παρακολούθηση και την εμψύχωση των διαφόρων δράσεων.

Κάθε δράση έχει τη δική της φυσιογνωμία, μέσω των Επιτροπών Εργασίας: μεταβαλλόμενος αριθμός μελών, καθορισμός των στόχων της και των τρόπων παρέμβασής της.

Άρθρο 9

Η Συνέλευση Ολομέλειας συγκεντρώνει τα πλήρη μέλη και τα συνδεδεμένα μέλη-εταίρους του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Πρόκειται για το χώρο αμοιβαίας πληροφόρησης, πληροφόρησης ως προς το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. και για ένα χώρο όπου εκφράζονται και προτείνονται οι μελλοντικές δράσεις.

Η Συνέλευση Ολομέλειας λαμβάνει χώρα, τουλάχιστον μία φορά το χρόνο, στην Αθήνα ή ενδεχόμενα σε μία Περιφέρεια-μέλος, μετά από απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου.

Άρθρο 10

Η Γενική Συνέλευση συγκεντρώνει τα πλήρη μέλη του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Ορίζει τη γενική πολιτική του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.. Ψηφίζει τον ετήσιο προϋπολογισμό. Δημιουργεί τις Επιτροπές Εργασίας, ενημερώνεται για τις δράσεις τους και τα πρακτικά τους.

Η Γενική Συνέλευση συνέρχεται τουλάχιστον μία φορά το χρόνο, κατ' αρχήν, στην Αθήνα ή σε μία άλλη Περιφέρεια-μέλος του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π., με απόφαση της προηγούμενης Γενικής Συνέλευσης.

Οι αποφάσεις της Γενικής Συνέλευσης λαμβάνονται με πλειοψηφία των παρόντων ή αντιπροσωπευόμενων μελών.

Άρθρο 11

Το Διοικητικό Συμβούλιο αποτελείται από τον Πρόεδρο του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. και δεκατρείς Περιφέρειες - πλήρη μέλη, δηλαδή τρεις για την Ισπανία, τρεις για τη Γαλλία, τρεις για την Ελλάδα, τρεις για την Ιταλία, μία για την Πορτογαλία.

Η καθεμία από τις δεκατρείς Περιφέρειες-μέλη ορίζεται στο Διοικητικό Συμβούλιο για τρία (3) χρόνια από το σύνολο των Περιφερειών της χώρας της, οι οποίες αποτελούν μέλη του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Το Διοικητικό Συμβούλιο προετοιμάζει και εκτελεί τις αποφάσεις της Γενικής Συνέλευσης. Καταρτίζει την ημερήσια διάταξη και ορίζει τους εισηγητές.

Το Διοικητικό Συμβούλιο συνέρχεται τουλάχιστον τρεις φορές το χρόνο, κατ' αρχήν, στην Αθήνα ή σε μία από τις Περιφέρειες - μέλη του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π., σύμφωνα με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου κατά την προηγούμενη συνεδρίασή του.

Οι αποφάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου λαμβάνονται με πλειοψηφία των παρόντων ή αντιπροσωπευόμενων μελών· σε περίπτωση ισοψηφίας υπερισχύει η ψήφος του Προέδρου.

Τα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου έχουν τη δυνατότητα να παρευρίσκονται στο σύνολο των συνεδριάσεων των Επιτροπών Εργασίας.

Το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να υποδείξει ορισμένα από τα μέλη του για την αποτελεσματικότερη άσκηση των αρμοδιοτήτων του και για να συνδράμει τον Πρόεδρο κατά τη διάρκεια της θητείας του.

Ο εσωτερικός κανονισμός θα προσδιορίσει τις λεπτομέρειες της εσωτερικής οργάνωσης του Διοικητικού Συμβουλίου.

Άρθρο 12

Ο Πρόεδρος εκλέγεται για τρία (3) χρόνια από τη Γενική Συνέλευση, μεταξύ των υποψηφίων, πολιτικών εκπροσώπων των περιφερειών-μελών του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Ο Πρόεδρος εξασφαλίζει την καθημερινή πορεία του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. και το εκπροσωπεί σε όλες του τις εκδηλώσεις.

Ο Πρόεδρος προεδρεύει στη συνέλευση Ολομέλειας, στη Γενική Συνέλευση, στο Διοικητικό Συμβούλιο και καθορίζει την ημερήσια διάταξη των συνεδριάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου.

Ο Πρόεδρος διευθύνει τους έμμισθους συνεργάτες του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Άρθρο 13

Οι Επιτροπές Εργασίας αποτελούνται από τα πλήρη μέλη. Τα συνδεδεμένα μέλη μπορούν να συμμετάσχουν στις Επιτροπές Εργασίας μετά από πρόσκληση του Προέδρου της αντίστοιχης Επιτροπής και με τη σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου.

Προεδρεύονται ή συνπροεδρεύονται από ένα (1) πλήρες μέλος του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Οι Επιτροπές Εργασίας περιλαμβάνουν τουλάχιστον τρία (3) πλήρη μέλη προερχόμενα από τρεις (3) διαφορετικές ευρωμεσογειακές χώρες.

Η ημερομηνία και ο τόπος συνεδρίασης των Επιτροπών Εργασίας, όπως επίσης και η ημερήσια διάταξη αυτών των συνεδριάσεων, ορίζονται από τις ίδιες τις Επιτροπές με υποχρέωση να ενημερώσουν το Διοικητικό Συμβούλιο και το Γραφείο Συνεργασίας και Τεκμηρίωσης.

Οι Επιτροπές Εργασίας οφείλουν να ενημερώνουν τακτικά για τις δράσεις τους το Διοικητικό Συμβούλιο και το Γραφείο Συνεργασίας και Τεκμηρίωσης.

Οι Επιτροπές Εργασίας αναλαμβάνουν είτε ένα θέμα γενικότερης πολιτικής είτε ένα πρόγραμμα δράσης σε ένα συγκεκριμένο τομέα.

ΤΙΤΛΟΣ IV
ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΤΟΥ ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.

Άρθρο 14

Η έδρα του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι στην Αθήνα, όπου εγκαθίσταται και ο Γενικός Διευθυντής.

Στην έδρα του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. ευρίσκεται επίσης το Γραφείο Συνεργασίας και Τεκμηρίωσης.

Το Γραφείο Συνεργασίας και Τεκμηρίωσης, διοικητικό όργανο:

- επιφορτίζεται να οργανώνει τις συνεδριάσεις των βαθμίδων του ΚΕ.ΠΕ.ΜΕ.Π. (Συνέλευση Ολομέλειας, Γενική Συνέλευση, Διοικητικό Συμβούλιο),
- είναι επιφορτισμένο με την καταγραφή και τη διάδοση της πληροφόρησης μέσω της δημιουργίας μιας τράπεζας δεδομένων σε σχέση με τις περιβαλλοντικές τρέχουσες δράσεις και τα επιστημονικά αποτελέσματα,
- επιφορτίζεται με τη μέριμνα λειτουργίας του Μεσογειακού Παρατηρητηρίου για τη Διαχείριση των Φυσικών Πόρων σε Διασυνοριακό Επίπεδο που θα ιδρύσει το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.,
- επιφορτίζεται με τη διάδοση της περιβαλλοντικής πληροφόρησης προς όλες τις βαθμίδες του ΚΕ.Π.Ε. ΜΕ.Π., προς όλα τα μέλη του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. και γενικά προς το μεσογειακό κοινό, μέσω όλων των αναγκαίων μεθόδων (εκθέσεις, δημοσιεύσεις, συνέδρια, διαλέξεις, σεμινάρια κ.λπ.),
- επιφορτίζεται με όλες τις διοικητικές ενέργειες που μπορούν να του ανατεθούν από τον Πρόεδρο και το Διοικητικό Συμβούλιο και ιδιαίτερα με τις ενέργειες που αφορούν στον τομέα των διεθνών σχέσεων.

Άρθρο 15

Η Γενική Γραμματεία του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι στο Montpellier.

Συνδράμει με κάθε δυνατό τρόπο τον Πρόεδρο, το Διοικητικό Συμβούλιο, το Γενικό Διευθυντή και το Γραφείο Συνεργασίας και Τεκμηρίωσης.

Είναι ειδικότερα επιφορτισμένη να προωθεί και να εμψυχώνει τις διάφορες θεματικές Επιτροπές Εργασίας. Στα πλαίσια αυτά, οργανώνει τον αναγκαίο συντονισμό με τα επιστημονικά ιδρύματα.

ΤΙΤΛΟΣ V
ΣΥΝΕΡΓΑΤΕΣ ΤΟΥ ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.

Άρθρο 16

Οι έμμισθοι συνεργάτες είναι εγκατεστημένοι στην έδρα ή στη Γενική Γραμματεία του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Ο Γενικός Διευθυντής του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. ορίζεται από τον Πρόεδρο μετά από σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου. Μπορεί να παυθεί των αρμοδιοτήτων του με τους ίδιους όρους. Η πρόσληψη του Γενικού Διευθυντή γίνεται με τριετή σύμβαση εργασίας υπογεγραμμένη από τον Πρόεδρο.

Κύριος συνεργάτης του Προέδρου είναι εγκατεστημένος στην Αθήνα και διευθύνει το σύνολο των διαρκών διοικητικών υπηρεσιών του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Οι άλλοι έμμισθοι συνεργάτες του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. ορίζονται από τον Πρόεδρο με σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου και μετά από πρόταση του Γενικού Διευθυντή. Επίσης, ο Γενικός Διευθυντής αιτείται τη συμφωνία των περιφερειών - πλήρων μελών από όπου προέρχονται αυτοί οι συνεργάτες.

Μεταξύ των άλλων έμμισθων συνεργατών, μπορούν να δημιουργηθούν στη Γενική Γραμματεία οι θέσεις του Γενικού Γραμματέα και του Επιστημονικού Υπευθύνου.

Το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. αναλαμβάνει την ευθύνη της οικονομικής αποζημίωσης των συνεργατών του.

Μπορούν επίσης, ειδικότερα στην περίοδο του ξεκινήματος, να τίθενται στη διάθεση του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. από τις περιφέρειές τους.

ΤΙΤΛΟΣ VI
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΠΗΓΕΣ ΤΟΥ ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.

Άρθρο 17

Για τις ετήσιες δαπάνες λειτουργίας, το ΚΕ.ΠΕ.ΜΕ.Π. λαμβάνει μια ετήσια συνδρομή που καταβάλλεται από κάθε πλήρες μέλος.

Αυτή η συνδρομή καθορίζεται ετήσια από τη Γενική Συνέλευση κατά τη στιγμή ψήφισης του προϋπολογισμού του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Κατά την περίοδο του ξεκινήματός του, το ΚΕ.Π.Ε. ΜΕ.Π. λαμβάνει μια οικονομική συμμετοχή της Ευρωπαϊκής Ένωσης στα πλαίσια του προγράμματος MED-PLUS.

Το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. μπορεί να λαμβάνει οικονομικές συμμετοχές προερχόμενες από τα Κράτη, την Ευρωπαϊκή Ένωση ή τους εθνικούς και διεθνείς οργανισμούς. Μπορεί να δέχεται δωρεές (σύμφωνα με τις διατάξεις του εσωτερικού κανονισμού).

Ο Πρόεδρος του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι ο διατάκτης δαπανών. Δίνει αναφορά για την οικονομική διαχείριση ενώπιον του Διοικητικού Συμβουλίου και της Γενικής Συνέλευσης (όπως ορίζει ο εσωτερικός κανονισμός).

ΤΙΤΛΟΣ VII
ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Άρθρο 18

Το ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. συνάπτει συμβάσεις με δημόσιους ή ιδιωτικούς οργανισμούς, περιφερειακής, εθνικής ή διεθνούς εμβέλειας, κάθε φορά που μία τέτοια ενέργεια είναι χρήσιμη για την εξακολούθηση του αντικειμένου του.

Ο Πρόεδρος υπογράφει τις συμβάσεις μετά από σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου.

ΤΙΤΛΟΣ VIII
ΧΡΗΣΙΜΟΠΟΙΟΥΜΕΝΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ ΑΠΟ ΤΟ ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.

Άρθρο 19

Οι επίσημες γλώσσες εργασίας του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π. είναι τα ισπανικά, τα γαλλικά, τα ελληνικά, τα ιταλικά και τα πορτογαλικά.

ΤΙΤΛΟΣ IX
ΕΣΩΤΕΡΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

Άρθρο 20

Ένας εσωτερικός κανονισμός θα οργανώσει τη λει-

τουργία του συνόλου των βαθμίδων του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π.. Θα προετοιμασθεί από τον Πρόεδρο και το Διοικητικό Συμβούλιο και θα υποβληθεί στην έγκριση της Γενικής Συνέλευσης. Μπορεί να τροποποιείται κατά την ίδια διαδικασία.

ΤΙΤΛΟΣ Χ
ΑΝΑΘΕΩΡΗΣΗ ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΥ

Άρθρο 21

Το παρόν καταστατικό, που εγκρίθηκε ομόφωνα από την Καταστατική Γενική Συνέλευση της 10ης Μαρτίου 1995, που συνήλθε στη Μασσαλία στα πλαίσια της VIης Συνόδου της 'Διαμεσογειακής Επιτροπής' της CRPM, αναθεωρήθηκε και υιοθετήθηκε ομόφωνα από τη Γενική Συνέλευση, που συγκλήθηκε σε έκτακτη σύνοδο με αυτόν το σκοπό στη Βαρκελώνη στις 7 Ιουνίου 1995.

Μπορεί να αναθεωρηθεί από Γενική Συνέλευση, που συγκαλείται σε έκτακτη ολομέλεια.

ΟΙ ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΕΣ

ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΣΠΑΝΙΑ

-ΑΝΔΑΛΟΥΣΙΑ Manuel CHAVES GONZALEZ
-ΒΑΛΕΑΡΙΔΕΣ Gabriel CANELLAS FONS
-ΚΑΤΑΛΩΝΙΑ Jordi PUJOL I SOLEY
-ΜΟΥΡΘΙΑ Ramon Luis VALCARCEL SISO
-ΒΑΛΕΝΣΙΑ Eduardo ZAPLANA

ΓΙΑ ΤΗ ΓΑΛΛΙΑ

-ΚΟΡΣΙΚΗ Jean-Paul DE ROCCA SERRA
-ΛΑΝΓΚΕΝΤΟΚ-ΡΟΥΣΙΓΙΟΝ Jacques BLANC
-ΠΡΟΒΗΓΚΙΑ-ΑΛΠΕΙΣ-ΚΥΑΝΗ ΑΚΤΗ Jean-Claude GAUDIN

ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

-ΑΝΑΤΟΛΙΚΗ ΜΑΚΕΔΟΝΙΑ-ΘΡΑΚΗ Δημήτριος ΠΑΠΑΒΑΣΙΛΕΙΟΥ
-ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΜΑΚΕΔΟΝΙΑ ΤΣΙΜΑΣ
-ΔΥΤΙΚΗ ΜΑΚΕΔΟΝΙΑ Αθανάσιος ΣΙΑΤΡΑΣ
-ΘΕΣΣΑΛΙΑ Γεώργιος ΜΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ
-ΗΠΕΙΡΟΣ Στυλιανός ΤΣΙΤΣΙΜΕΛΗΣ
-ΙΟΝΙΑ ΝΗΣΙΑ Γεώργιος ΡΑΥΤΟΠΟΥΛΟΣ
-ΔΥΤΙΚΗ ΕΛΛΑΔΑ Βασιλική ΜΟΣΙΑΛΟΥ
-ΣΤΕΡΕΑ ΕΛΛΑΔΑ Παναγιώτης ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ
-ΑΤΤΙΚΗ Νικόλαος ΜΙΧΑΛΟΠΟΥΛΟΣ
-ΠΕΛΟΠΟΝΝΗΣΟΣ Νικόλαος ΠΑΝΤΑΖΗΣ
-ΒΟΡΕΙΟ ΑΙΓΑΙΟ Αθανάσιος ΓΙΑΚΑΛΗΣ
-ΝΟΤΙΟ ΑΙΓΑΙΟ Νικόλαος ΣΑΡΑΝΤΗΣ
-ΚΡΗΤΗ Σταύρος ΚΑΜΠΕΛΗΣ

ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΤΑΛΙΑ

-ΑΜΠΡΟΥΤΣΟ Antonio FALCONIO
-ΚΑΛΑΜΠΡΙΑ Giuseppe Domenico NISTICO
-ΕΜΙΛΙΑ-ΡΟΜΑΝΙΑ Pier Luigi BERSANI
-ΛΙΓΟΥΡΙΑ Giancarlo MORI
-ΜΑΡΚΕ Vito D' AMBROSIO
-ΣΑΡΔΗΝΙΑ Federico PALOMBA
-ΣΙΚΕΛΙΑ Matteo GRAZIANO
-ΤΟΣΚΑΝΑ Vannino CHITI
-ΦΡΙΟΥΛΙ-ΒΕΝΕΤΙΑ-ΤΖΟΥΛΙΑ Alessandra GUERRA

ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΑ

-ΑΛΓΚΑΡΒΕ Eng. David ASSOREIRA

Άρθρο δεύτερο

Η αναθεώρηση των διατάξεων του παρόντος Καταστατικού γίνεται με απόφαση της Γενικής Συνέλευσης του ΚΕ.Π.Ε.ΜΕ.Π..

Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ του γαλλικού και του ελληνικού κειμένου υπερισχύει το γαλλικό κείμενο.

Άρθρο τρίτο

1. Στο άρθρο 12 παράγραφος 8 του ν. 2218/1994 η φράση "σύμφωνα με την παράγραφο 10 του άρθρου 20 ......" αντικαθίσταται ως εξής:

"..... σύμφωνα με την παράγραφο 12 του άρθρου 20.....".

2. Στην παράγραφο 2 του άρθρου 15 του ν. 2218/1994, όπως αυτή αντικαταστάθηκε με το άρθρο 6 παράγραφος 4 του ν. 2240/1994 και τροποποιήθηκε με το άρθρο 13 παράγραφος 10 του ν. 2307/1995, προστίθενται τα εξής:

" Ο σύμβουλος που δεν αποδέχεται τη θέση του Επάρχου υποβάλλει σχετική δήλωση στο νομάρχη, ο οποίος αναθέτει τη θέση αυτή στον επόμενο κατά σειρά ψήφων προτιμήσεως σύμβουλο του ίδιου συνδυασμού μέχρι να εξαντληθεί ο αριθμός τους. Η ίδια διαδικασία ακολουθείται και στην περίπτωση παραίτησης του Επάρχου από το αξίωμα αυτό. Ο σύμβουλος που δεν αποδέχεται ή παραιτείται από το αξίωμα του Επάρχου παραμένει στο αξίωμα του συμβούλου.

Αν δεν επιθυμεί να παραμείνει στο αξίωμα του συμβούλου και παραιτηθεί εφαρμόζονται οι διατάξεις της παραγράφου 20 του άρθρου 11 και του άρθρου 12 του ν. 2218/1994."

3. Το δεύτερο και το τρίτο εδάφιο της παραγράφου 3 του άρθρου 30 του ν. 2218/1994, όπως αυτή αντικαταστάθηκε με το άρθρο 6 παράγραφος 6 του ν. 2240/1994, καταργούνται.

4. Για τον πρόεδρο του συμβουλίου της ενιαίας νομαρχιακής αυτοδιοίκησης έχουν ανάλογη εφαρμογή όλες οι διατάξεις που αφορούν τους προέδρους των νομαρχιακών συμβουλίων.

5. Μετά το δεύτερο εδάφιο της παραγράφου 1 του άρθρου 12 του ν. 2218/1994 προστίθενται τα εξής:

"Η ορκωμοσία γίνεται ενώπιον του νομάρχη".

6. Μετά το δεύτερο εδάφιο της παραγράφου 1 του άρθρου 78 του π.δ. 323/1989, όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 1 παράγραφος 29 του ν. 2307/1995 προστίθενται τα εξής:

"Η ορκωμοσία γίνεται ενώπιον του δημάρχου ή του προέδρου της κοινότητας αναλόγως."

7. Το δεύτερο εδάφιο της παραγράφου 2 του άρθρου 110 του ν. 1188/1981 αντικαθίσταται ως εξής:

"Η ετήσια αποζημίωση δεν δύναται να είναι μεγαλύτερη των 2/3 του ετήσιου βασικού μισθού του δικαιούχου, δυναμένης να αναπροσαρμόζεται με κοινή απόφαση

των Υπουργών Εσωτερικών, Δημόσιας Διοίκησης και Αποκέντρωσης και Οικονομικών."

8. Στην παράγραφο 22 του άρθρου 9 του ν. 2307/1995 προστίθενται τα εξής:

"Εξαιρούνται αυτά που χρησιμοποιούνται από τις υπηρεσίες οι οποίες ασκούν τις αρμοδιότητες για γεγονότα που λαμβάνουν χώρα στην αλλοδαπή, οι οποίες συγκροτούν το συσταθέν ειδικό ληξιαρχείο για τα γεγονότα αυτά."

9. Στην παράγραφο 25 του άρθρου 9 του ν. 2307/1995 (ΦΕΚ 113 Α') προστίθενται τα εξής:

"Για την άμεση έναρξη λειτουργίας της υπηρεσίας της παραγράφου 28 του παρόντος άρθρου μεταφέρονται στην υπηρεσία αυτή από το μεταφερόμενο στο Δήμο Αθηναίων Ειδικό Ληξιαρχείο Αθηνών οι ακόλουθες θέσεις προσωπικού:

Κλάδος ΠΕ Διοικητικός	3
Κλάδος ΠΕ Διοικητικός Ειδικών Ληξιαρχείων (προσωρινός)	3
Κλάδος ΔΕ Διοικητικός - Λογιστικός	6
Κλάδος ΔΕ Διοικητικός Ειδικών Ληξιαρχείων (προσωρινός)	12
Κλάδος ΥΕ Βοηθητικού Προσωπικού	1
Κλάδος ΥΕ Προσωπικού Καθαριότητας	1

Στις θέσεις αυτές τοποθετούνται υπάλληλοι από τους υπηρετούντες στο μεταφερόμενο Ειδικό Ληξιαρχείο Αθηνών με απόφαση του Υπουργού Εσωτερικών, Δημόσιας Διοίκησης και Αποκέντρωσης.

10. α. Αναστέλλεται η εφαρμογή των διατάξεων των άρθρων 8, 9, 10 παράγραφοι 1 και 2 και 11 του ν. 2344/1995 "Οργάνωση Πολιτικής Προστασίας και άλλες διατάξεις" (ΦΕΚ 212 Α') για έξι (6) μήνες από την ημερομηνία δημοσίευσης του ως άνω νόμου.

β. Στο άρθρο 16 του ν. 2344/1995 (ΦΕΚ 212 Α') "Οργάνωση πολιτικής προστασίας και άλλες διατάξεις" προστίθεται παράγραφος με αριθμό 4, η οποία έχει ως εξής:

"4. Με απόφαση του Υπουργού Εσωτερικών, Δημόσιας Διοίκησης και Αποκέντρωσης, που δημοσιεύεται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, ρυθμίζονται τα σχετικά με την κατάρτιση των σχεδίων πολιτικής προστασίας, τους υπόχρεους προς τούτο αρμόδιους κεντρικούς και περιφερειακούς φορείς, την έγκριση και υλοποίηση των σχεδίων αυτών, τα όργανα και την ευθύνη παροχής βοήθειας στις περιπτώσεις των καταστάσεων έκτακτης ανάγκης, καθώς και κάθε αναγκαία λεπτομέρεια για την εφαρμογή των διατάξεων του νόμου αυτού."

γ. Τα άρθρα 17 και 18 του ν. 2344/1995 (ΦΕΚ 212 Α') "Οργάνωση Πολιτικής Προστασίας και άλλες διατάξεις" αντικαθίστανται ως εξής:

"Άρθρο 17
Μεταβατικές διατάξεις

Τα εγκεκριμένα προγράμματα ή σχέδια, για την πρόληψη και αντιμετώπιση φυσικών, τεχνολογικών ή άλλων καταστροφών, εφαρμόζονται μέχρι την κατάρτιση νέων και υλοποιούνται από τους φορείς και τα όργανα που ορίζονται σ' αυτά.

Άρθρο 18
Καταργούμενες διατάξεις

Μετά την κατάρτιση νέων προγραμμάτων ή σχεδίων για την πρόληψη και αντιμετώπιση φυσικών, τεχνολογικών ή άλλων καταστροφών και την έκδοση σχετικής εγκριτικής πράξης του Υπουργού Εσωτερικών, Δημόσιας Διοίκησης και Αποκέντρωσης, παύουν να ισχύουν και οι διατάξεις του ν.δ/τος 857/1971 (ΦΕΚ 57 Α') και του β.δ/τος 356/1971 (ΦΕΚ 105 Α')."

11. Στην παρ. 19 του άρθρου 14 του ν. 2266/1994 και στη σειρά που αναγράφεται "..... μπορεί να επαναπροσλαμβάνονται σε άλλες υπηρεσίες του Δημοσίου ή Ν.Π.Δ.Δ.", να προστεθεί στη συνέχεια η φράση "και στη Νομαρχιακή Αυτοδιοίκηση".

Άρθρο τέταρτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τις 15 Σεπτεμβρίου 1995, εκτός από το άρθρο τρίτο, του οποίου η ισχύς αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 30 Οκτωβρίου 1995

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΔΙΟΙΚΗΣΗΣ ΚΑΙ ΑΠΟΚΕΝΤΡΩΣΗΣ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΠ.-ΑΘ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ	**ΑΛ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ**
ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝΤΟΣ, ΧΩΡΟΤΑΞΙΑΣ ΚΑΙ ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ	ΑΝΑΠΛ. ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΩΝ. ΛΑΛΙΩΤΗΣ	**ΓΕΩΡ. ΡΩΜΑΙΟΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 30 Οκτωβρίου 1995

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝ. Α. ΠΟΤΤΑΚΗΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34 Ταχ. Κώδικας : 104 32 TELEX : 22.3211 YPET GR FAX : 5234312	Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.00'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Σολωμού 51 τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 100. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 150, από 17 έως 24 δρχ. 200

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 50 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531		Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:		Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ. 20.000	Δρχ.	1.000
β) » » » Β'	» 40.000	»	2.000
γ) » » » Γ'	» 10.000	»	500
δ) » » » Δ'	» 40.000	»	2.000
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	» 25.000	»	1.250
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	» 10.000	»	500
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	» 5.000	»	250
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	» 10.000	»	500
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	» 3.000	»	150
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	» 210.000	»	10.500
ια) Για όλα τα Τεύχη εκτός ΤΑΕ-ΕΠΕ	» 110.000	»	5.500

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ